

MODULE 2 THEME LA CROISSANCE ET LE DEVELOPPEMENT : INEGALITES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

Introduction générale

Le développement est une notion polysémique. Si l'on parle seulement du développement, sans qualificatif, cela renvoie au développement économique tel que le définissait l'économiste français François Perroux (1903-1987) : « combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global ». La croissance économique n'est donc pas synonyme de développement même si elle est une condition nécessaire. Parler de la notion de « développement » n'est pas neutre ; on constate une forte évolution sémantique surtout depuis 1945.

Avec la mondialisation, les discours ambiants laissent entendre que les inégalités de développement entre les Etats-nations ont tendance à se réduire. On assisterait à un processus de convergence économique grâce aux flux commerciaux, aux flux d'investissements directs, aux flux financiers et aux flux technologiques. Le constat actuel appelle à la prudence. Certains Etats augmentent leur degré d'insertion dans l'économie mondiale et sont souvent qualifiés d'« émergents », d'autres au contraire présentent une marginalisation relative et sont appelés les « pays les moins avancés » (PMA). A ces inégalités entre les Etats-nations, s'ajoutent des inégalités à l'échelle des territoires régionaux et nationaux qui affectent tous les pays y compris les plus « développés ». Ces régions qui gagnent et qui perdent expliquent le renouvellement de l'économie du développement.

C'est dans les années 1980 que les qualificatifs de « humain » et de « durable » ont été accolés à la notion de « développement ». L'approche en termes de développement humain, proposée par les Nations Unies et fondée sur les travaux d'Amartya Sen (prix Nobel 1998) et Mahbub ul Haq (1934-1998) cherche à mesurer le niveau de développement sans se limiter au seul niveau de revenu. Quant au questionnement en termes de durabilité ou de soutenabilité du développement, il vise à se demander dans quelle mesure nos modèles économiques peuvent être pérennes et justes.

COURS 1

LES INEGALITES DE DEVELOPPEMENT

QU'EST-CE QUE LE « DEVELOPPEMENT » ET COMMENT LE MESURER ?

I/ PARLER DU « DEVELOPPEMENT » N'EST PAS NEUTRE : IL EST A LA FOIS UN OBJECTIF ET UN PROCESSUS MAIS IL RESTE TOUJOURS CONTROVERSE

A/ UNE APPROCHE POLITIQUE DU DEVELOPPEMENT

1/ les « régions sous-développées » et le « Tiers-Monde », des notions nées vers 1950 et abandonnées vers 1970.

● **Une première approche politique du développement : la notion de « régions sous-développées »** a été utilisée par H. Truman en 1949 pour dénoncer la « menace » que la misère représentait pour les Etats prospères.

- Objectif politique : les pays occidentaux ont ainsi la volonté de promouvoir la croissance économique dans les régions « sous-développées » afin d'éviter qu'ils ne glissent sous l'influence de l'idéologie soviétique (Etats européens appauvris par la guerre, Etats décolonisés ou en voie de décolonisation).

- Dimension idéologique : cette approche de « régions ou de pays sous-développés » renvoie à une analyse de simple retard de croissance économique qu'une politique volontariste peut combler. **C'est une vision inspirée de la théorie du développement de Rostow posant le problème d'une vision occidentale du développement et de sa finalité, la société de consommation de masse selon un mode de vie occidental. Cette expression est exclue dès la fin des années 1960** car la situation économique de ces régions devient de plus en plus contrastée et l'on prend conscience de la nécessité d'une diversité de modèles de développement voire on commence à relativiser la finalité de l'objectif de développement associé à la consommation de masse.

- Une nouvelle lecture du développement émerge dans les années 1960. On s'interroge sur **l'approche du « progrès social »**, cad l'amélioration de la qualité de vie, inhérente à l'idée de développement. Il s'agit

d'apporter **la satisfaction des besoins matériels** mais aussi **les besoins de sécurité et de liens sociaux**, conditions nécessaires à l'épanouissement de l'individu. Cette ambition triple est connue depuis **le « paradoxe d'Easterlin » (1974)** : la satisfaction des individus progresse fortement avec l'augmentation du revenu moyen. Mais au-delà d'un certain niveau de vie, elle a tendance à stagner. Les individus s'habituent à leur niveau de vie, au confort matériel et sont de plus en plus sensibles à leur revenu relatif (= ils se comparent aux autres) et à la perspective d'évolution de leur revenu. **Pour les agents, avoir une vie meilleure est désormais synonyme d'avoir des perspectives**, notamment avoir **une vie socialement riche et vivre dans un environnement agréable**, posant aujourd'hui la contradiction entre des sociétés d'abondance matérielle encore sollicitées par l'agent mais qui dégradent l'environnement qui devient au cœur de la qualité de vie revendiquée.

● **Une deuxième approche politique du développement : la notion de « Tiers monde » (1952, Alfred Sauvy).** « Tiers monde » = pays qui ne se reconnaissent ni dans le développement capitaliste des pays développés, ni dans le développement socialiste imposé par la puissance soviétique et qui veulent un développement différent ne se limitant pas à une simple croissance. Ayant en commun le fait d'être ignorés, exploités voire méprisés, le Tiers-Etat va chercher à s'organiser : **en 1955, à la conférence de Bandoeng** (sur l'île de Java), 29 pays (dont l'Egypte de Nasser, l'Inde de Nehru, l'Indonésie de Sukarno et la Chine de Mao) donnent une réalité politique au Tiers monde en lançant le « *mouvement des pays non alignés* » (le **MNA**) qui prendra réellement forme en 1961 à Belgrade sous l'égide de Tito (il ne restera plus que 25 pays). **Cependant, tout comme les « régions sous-développées », à partir des années 1970, seule la notion politique est conservée ; la cohérence économique de ce groupe est abandonnée tant les contrastes de développement sont importants entre les pays membres.**

2/ Les « Pays en développement » : une notion construite par les organisations internationales vers 1970 qui se voulait neutre, très optimiste mais qui ne rend pas compte de la très forte hétérogénéité des Etats concernés

● Dans les années 1970, l'Organisation des Nations Unies propose de parler de « pays en voie de développement » (PVD). Mais cette appellation, considérée comme stigmatisante par certains pays, est rapidement remplacée par celle de « **pays en développement** » (PED). Cette notion est plus neutre que « pays sous-développés » car elle ne suppose pas un modèle de développement de référence. Elle implique que les économies sont dans une dynamique de développement. **C'est pour cela que cette expression est la plus utilisée aujourd'hui.** Toutefois, elle fait preuve d'un optimisme latent en supposant que chaque pays est en phase de développement niant l'existence d'économies qui stagnent, voire qui régressent. Par souci de commodité, on accorde un sens similaire à « pays du Sud » ou « les Suds » qui regroupent en réalité les PED et « les pays du Nord » ou « les Nords » pour les PDEM. Cette définition au fondement géographique (délimitation par rapport au tropique du Cancer) masque une réalité de plus en plus complexe.

● C'est pourquoi, **autour du terme générique de PED, un ensemble de notion a été créé** pour rendre compte de la diversité des situations ET des mutations rapides qui affectent les pays concernés. Ces notions se veulent neutres mais comme toute notion, elles font débat :

- **Dans les années 1980, création de la notion de « NPI »** : pays qui dans les années 1970-1980 ont connu des taux de croissance élevés faisant supposer qu'ils allaient connaître un développement accéléré. Le premier groupe comprenait la Corée du Sud, Hong Kong, Taïwan et Singapour (« *les quatre dragons* ») + des pays d'Amérique latine et d'Asie qui n'ont pas tous connu la même trajectoire de développement (ex : Argentine ou Thaïlande déstabilisés par les crises des années 1990-2000). Dès les années 1980-1990, de nombreux NPI font partie aujourd'hui de l'OCDE : la Corée du Sud, le Mexique ou le Chili.

- **Dans les années 1990 :**

- **Création de la notion de PMA = « Pays les moins avancés »** = économies qui cumulent le plus de difficultés. En 2011, il y avait 48 PMA dont 69 % en Afrique noire. Selon l'ONU, les critères d'un PMA : revenu par habitant inférieur à 900 \$ US depuis 3 ans ; retard du développement humain (IDH) ; vulnérabilité économique évaluée par un indice composite incluant des indicateurs sur l'instabilité, la production et les exportations agricoles, le manque de diversification de la production, et le handicap d'être un petit pays¹.
- **Création de la notion des « NPE » ou « économies émergentes »** = les **Nouveaux Pays Emergents** remplacent la notion de « NPI ». **Ce changement sémantique reflète la nouvelle stratégie de nombreux**

¹ Pays pauvre = **opposé à pays riche**, est souvent utilisé. C'est un terme assez vague. La notion de pauvreté est discutable : certains pays ont un taux de croissance faible mais sont potentiellement des pays riches en ressources (La Bolivie ou le Zaïre), alors que d'autres pays ont des taux de croissance très élevés et ont très peu de ressources naturelles (Le Japon ou la Corée du Sud).

pays émergents qui d'emblée ne ciblent pas uniquement une croissance industrielle mais cherchent à **développer le plus rapidement possible les services fondés sur le capital humain**. Les NPE sont **surtout asiatiques** (Philippines, Indonésie, Thaïlande, Cambodge, Népal etc.) qui sont **les « nouveaux pays ateliers » de la DIPP** conduite par les pays asiatiques émergés (Chine, Inde, Corée du Sud etc...) connaissant un essor du niveau de leur développement et non seulement d'une simple croissance économique. On parle indifféremment des **« économies émergentes »**. Les principales caractéristiques sont : une progression de son commerce extérieur supérieure à celle des échanges internationaux ; une hausse régulière du PIB et du revenu par habitant ; une présence de capitaux étrangers (IDE) placés dans la longue durée ; des entreprises de taille mondiale implantées dans plusieurs pays ; une économie diversifiée qui ne repose pas seulement sur l'exploitation de matières premières ; une économie qui offre des perspectives prometteuses grâce à son dynamisme démographique et au nombre croissant de consommateur ; un optimisme envers l'avenir et enthousiasme porté par la jeunesse

-La dernière notion créée date des années 2010 : « puissance émergente ou régionale ». C'est une **« économie émergente » qui se consolide pour jouer un rôle géopolitique régional mais aussi mondial de premier plan.** A toutes les caractéristiques d'une économie émergente, s'ajoutent de nouveaux critères :

- Faire revenir l'élite souvent installée en Occident pour accroître la recherche scientifique et la fondation d'écoles d'excellences.
- Fournir à l'investisseur étranger un environnement juridique rassurant (durée et complexité des démarches administratives, protection des investisseurs, exécution des contrats)
- S'affirmer comme acteur politique : rejet de l'occidentalité des institutions internationales instaurées depuis 1945 et effort soutenu de modernisation militaire. Attention, aucune stratégie concertée entre les « puissances émergentes » ou « puissances régionales »

B/ UNE SYNTHÈSE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU DÉVELOPPEMENT : LA NOTION DE « BRICS » EST-ELLE TOUJOURS PERTINENTE ?

● BRICS est un acronyme inventé par un économiste mais qui a aujourd'hui une réalité économique et surtout politique.

- En 2001, l'économiste britannique Jim O'Neill, dans un rapport de la banque d'investissement Goldman Sachs crée l'acronyme BRICS pour Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. L'article établissait **une projection de croissance** montrant que ces pays, déjà importants dans l'économie mondiale en raison de leurs vastes marchés intérieurs, étaient appelés à peser de plus en plus, étant donné leur croissance économique annuelle rapide.

- C'est un exemple de **performativité du discours**, dans la mesure où **l'annonce, par une grande banque d'investissement, du fort potentiel économique de ces pays, a pu encourager les investisseurs et contribuer à leur croissance et à leur émergence rapide.**

● L'acronyme **BRICS** désigne le rapprochement de quatre pays aux vastes territoires : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, auxquels s'est intégrée l'Afrique du Sud en 2011. *

- Les quatre BRICS initiaux ont :

- Des **points communs** : **population** nombreuse et une vaste **superficie** (ils sont classés dans les dix pays les plus vastes et les plus peuplés du monde), importantes **ressources** naturelles (minerais, énergie, forêts, agriculture, pêche...), émergence d'une classe moyenne, croissance élevée, et insertion récente et rapide dans les circuits économiques mondiaux. L'Afrique du Sud tient à ce titre une place à part, mais importante en termes de symbole politique.
- Les **différences** et les divergences n'en sont pas moins importantes entre ces différents pays. **Régimes politiques** démocratiques ou autoritaires, **démographies** dynamiques face au déclin démographique russe, **situations économiques** très variées (capacités de recherche et d'innovation, poids industriels inégaux)...

-Depuis 2011, le groupe des BRICS a pris la forme d'une conférence diplomatique à part entière, donnant lieu à **un sommet par an**, se déroulant à tour de rôle dans chacun des cinq États. Le but de ces sommets est d'affirmer la place majeure de ces pays sur la scène internationale, et de **mettre en scène leur poids économique et politique**, en particulier au regard d'autres États ou groupes d'États comme les États-Unis ou l'Union européenne. Sur le plan économique, ils se sont également dotés en 2014 d'une banque de développement, la **Nouvelle banque de développement**, basée à Shanghai. Parmi les thèmes qui ont pu être au centre de leurs préoccupations, on trouve la **lutte contre le protectionnisme** de certains de leurs partenaires du G20 (G8 élargi) ou la **réforme de la gouvernance du Fonds monétaire international (FMI) et du Système monétaire**

international. Ils ont pu également faire front commun **contre certaines contraintes environnementales internationales jugées pénalisantes pour leurs économies.**

→ D'une manière générale, **les BRICS sont l'une des instances promouvant une reconnaissance de la multipolarité des équilibres économiques et politiques mondiaux**, en rupture avec les organisations héritées de l'après Seconde guerre mondiale.

● En janvier 2024, la BRICS devient BRICS+ (mais on dit de plus en plus simplement la « Brics », en tenant compte des nouveaux adhérents) = pays historiques + 6 nouveaux Etats (Arabie Saoudite, Argentine, Egypte, EAU, Ethiopie, Iran). Environ 40 autres Etats (tous des PED) souhaitent adhérer (Bangladesh, Bolivie, Turquie, Tunisie, Thaïlande, Vietnam, Soudan, Sénégal, Vénézuéla, Cuba...).

En 2020, les Brics = 25% du PIB mondial (vs 27% G7) ; 32% du PIB en PPA (vs 30% G7) et 42% population mondiale et 40% des IDE. En 2024, les BRICS représentent 29% du PIB mondial, 47% population mondiale mais surtout environ 54% de la production pétrolière, 53% des réserves de gaz ; 40% du charbon et les principales réserves de terres rares (Chine) ; 4 des 5 puissances mondiales exportatrices (Chine, Brésil, Inde, Russie).

→ L'objectif principal des Brics est d'imposer la multipolarité dans une mondialisation largement construite et encore dominée par les puissances occidentales (USA notamment).

C/ LES APPROCHES EN TERMES D'INTEGRATION

. La notion de « **Centre** » et « **périphérie** » (**Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein**) : ils raisonnent en une « *économie monde* », espace organisé et hiérarchisé au niveau économique mais pas au niveau politique. Chaque économie est orientée par un système de valeurs (l'économie monde capitaliste est ainsi tournée vers l'accumulation du capital) et dominée par une puissance qui tend à imposer ses normes. Dans cette économie monde on peut différencier un « *centre* » qui impose ses objectifs et ses règles à une « *périphérie* » qui les subit.

. **Les quatre « cercles » de l'économie mondiale (Charles Albert Michalet)** mesurent l'intégration plus ou moins forte des économies nationales dans la globalisation ». L'économie mondiale serait ainsi caractérisée par quatre cercles qui avaient le mérite de pouvoir intégrer les évolutions spécifiques aux Etats en les faisant glisser de groupes. Mais la contestation depuis les années 2010 de la pertinence de la « Triade » traditionnelle remet en cause le modèle :

- Les pays de la Triade (Amérique du nord, Europe et Japon) dominent les trois grands flux de la mondialisation (biens et services, IDE et capitaux) et concentrent les plus grandes entreprises financières et non financières.
- Les « économies de la nouvelle frontière » : économies émergentes dont la caractéristique est d'avoir une insertion dans l'économie mondiale encore très dépendante de la puissance du « premier cercle ».
- Les pays les moins développés (ex : les PMA) qui entretiennent des relations très asymétriques avec les deux premiers cercles.
- Dans le quatrième cercle figurent les économies qui sont dans une situation indéterminée comme la Russie, l'Egypte ou l'Indonésie

II/ COMMENT MESURER ET CARACTERISER LE DEVELOPPEMENT ?

A/ LES PRINCIPAUX INDICATEURS POUR MERSURER LE DEVELOPPEMENT

1/ Le revenu moyen par habitant de la Banque mondiale

. C'est un indicateur créé par la Banque Mondiale dans les années 2010. Le revenu moyen par habitant est le rapport entre le revenu national brut et la population). Ce choix méthodologique récent est important, en particulier pour les pays en développement qui peuvent recevoir des ressources de leurs citoyens expatriés et voir des revenus quitter le territoire (transfert des salariés expatriés et des firmes multinationales). Auparavant la Banque mondiale utilisait le PNB par tête. La Banque Mondiale distingue deux groupes : « les économies en développement » et les « économies développées ou émergents ».

Classification en 2012	Revenu national brut annuel par habitant (RNB/h) en dollars	Nombre de pays	
Economies à faible revenu	RNB/h < 1025 \$	36 Exemple : Madagascar	Economies en développement
Economies à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	1026 < RNB/h < 4035 \$	54 Exemple : Inde	
Economies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	4036 < RNB/h < 12 475 \$	54 Exemple : Chine	
Economies à revenu élevé	RNB/h > 12 476 \$	70 Exemple : Arabie Saoudite	Economies développées ou émergents

. Ce classement peut évoluer parce que certains de ces pays connaissent une forte croissance (Chine) ou une forte décroissance (Argentine en 2000-2001). Les limites de ce classement reposent sur les limites du PIB ou du RNB par tête :

- Il ne dit rien sur les inégalités de répartition du revenu global alors que ces sociétés sont caractérisées par des écarts très importants.
- Il ne dit rien sur les aspects non monétaires du sous-développement : santé, éducation, conditions de logement, sécurité, libertés publiques etc.
- Il est statique alors que ce n'est pas la même chose d'avoir un revenu par tête de 2000\$ et un taux de croissance de 10% et d'avoir le même taux mais un taux de 1%.

2/ Les principaux indicateurs du Programme des Nations Unies pour le développement (le PNUD)

. Depuis 1990, le PNUD a développé des indicateurs qui intègrent les questions de santé, d'éducation, de pauvreté et d'inégalités. Les plus connus sont l'Indice de Développement Humain (IDH), l'Indicateur de pauvreté (IPH) et l'indicateur sexospécifique de développement humain (ISDH).

. L'Indicateur de Développement Humain (IDH) :

- C'est une moyenne arithmétique de la somme de trois indicateurs :
 - o L'espérance de vie à la naissance : elle est de 54,5 ans en moyenne dans les pays les moins avancés et de 79,5 ans dans ceux de l'OCDE
 - o Le niveau d'instruction, mesuré par un indicateur issu pour 2/3 du taux d'alphabétisation des adultes et d'1/3 du taux brut de scolarisation (tous niveaux confondus). Dans les pays les plus pauvres plus d'1/3 des adultes ne sont pas alphabétisés et 48% des moins de 24 ans ne sont pas scolarisés.
 - o Le PIB par habitant en PPA qui mesure le niveau de vie.
- Les pays sont classés en 3 catégories (IDH « parfait » étant de 1) : IDH élevé : supérieur ou égal à 0,8 ; IDH moyen : entre 0,5 et 0,799 et IDH faible : inférieur à 0,5
- Par rapport à ce que l'on considère comme étant la situation la meilleure possible (compte tenu des conditions de réalité), on peut donc mesurer « le déficit de développement humain » : l'écart de chaque pays à 1.

. **L'Indicateur Sexospécifique de Développement Humain (ISDH) :** A partir du rapport 1995, le PNUD se consacre à la mesure de l'inégalité sociologique entre les sexes à partir des composants de l'IDH. Le principal problème réside dans l'estimation de la production et du revenu des femmes dans le cadre d'activités informelles et de

tâches domestiques. Les principaux redressements IDH-ISH sont favorables aux pays nordiques et défavorables aux pays arabes et à la plupart des pays d'Amérique latine

. Les indicateurs de pauvreté : l'IPH, des années 1997 à 2010² et à partir de 2010, l'IPM (indicateur de pauvreté multidimensionnelle). Cet indicateur n'a pas été créé par l'ONU mais par l'Oxford Poverty and Human Développement Initiative. L'objectif est de mesurer les inégalités et la pauvreté en soulignant les privations de base dont souffre un foyer. En somme, une fois que l'on a établi qu'une population est pauvre (souvent sur des critères monétaires de la Banque Mondiale avec un seuil de pauvreté revu à l'automne 2022 à 2,15 \$/j/ht), la pauvreté ne s'exprime pas pourtant de la même manière car elle ne porte pas forcément sur les mêmes manques. L'objectif est donc d'affiner la nature de ces manques pour mieux cibler les aides au développement de l'ONU notamment voire réhabiliter les politiques publiques en aidant à leur efficacité.

- L'IPM se construit par des sondages menés auprès des populations identifiées comme pauvres. Quelques grandes questions permettent ensuite d'établir des critères liés aux manques (voir le tableau ci-dessous) : Un enfant est-il mort dans le foyer ? A quel âge les enfants ont-ils quitté l'école ? Le foyer a-t-il accès à l'eau potable et à l'électricité ? Les sanitaires sont-ils partagés par d'autres foyers ? De quel matériau est le sol du foyer ? Quel combustible utilisez-vous pour chauffer ? Quels biens possède le ménage ? Quels sont les moyens de transports et de communication ?
 - 3 dimensions sont prises en compte : le niveau de vie, la santé et l'éducation. Mais chaque indicateur est pondéré en fonction de son importance par rapport aux besoins naturels . Sur les 10 indicateurs, on a une pondération de $1/6^{\text{ème}} \times 2$ pour le niveau d'éducation (taux de scolarisation + nombre d'années de scolarisation) ; $1/6^{\text{ème}} \times 2$ pour la santé (malnutrition et mortalité infantile) ; $1/18^{\text{ème}} \times 6$ pour les indicateurs du niveau de vie. Ces pondérations permettent d'affirmer qu'un ménage est pauvre s'il est privé de services essentiels dont la somme est supérieure à 30% ou bien le ménage est également considéré comme pauvre s'il connaît des privations dans au moins 3 domaines des 10 parmi les indicateurs.
 - IPM = le nombre de personnes touchées par la pauvreté multidimensionnelle (= niveau ou taux de pauvreté) x nombre moyens de privations subies par les ménages pauvres (= intensité de la pauvreté)
- IPM = % de personnes qui sont pauvres x intensité moyenne de privation.

D'après le PNUD, 1,75 milliards de personnes sont pauvres dans 104 PED, soit 1/3 de la population des PED. Mais il existe des distorsions considérables (3% en Afrique du Sud contre 93% au Niger).

- L'IPM permet de classer autrement les PED, en 5 groupes :
 - Groupe 1 = des pays dont la pauvreté est plutôt faible mais privations importantes dans la santé (Moldavie, Géorgie, Kazakhstan, Albanie, Biélorussie, Arménie, Thaïlande, Ouzbékistan, Macédoine).
 - Groupe 2 = pauvreté élevée et manques dans le niveau de vie et la santé (malnutrition notamment) avec l'Inde, le Bangladesh, Colombie, Népal, Namibie.
 - Groupes 3 et 4 = haut niveau de pauvreté et des privations dans le niveau de vie, la santé et l'éducation (caractéristique d'un manque d'éducation marqué pour le groupe 4).
 - Groupe 5 = faible niveau de pauvreté mais faiblesse dans la scolarisation des enfants.
- Les limites de l'IPM sont nombreuses : les données agglomérées sont de nature très différentes ; les enquêtes réalisées auprès des ménages mesurent l'état de la santé, de l'éducation, du niveau de vie mais non la pauvreté en elle-même ; le temps pour collecter les données est problématique pour comparer les pays entre eux ; non prise en compte des genres (garçons/filles) pourtant essentiel dans l'éducation ; dimension ethnocentrique de certains critères (ex : un moyen de transport avec un animal est considéré comme un manque). Pb : la pauvreté est un terme à très forte connotation géopolitique qu'aucun indicateur ne pourra faire consensus !

² L'indicateur de pauvreté humaine des pays en développement : l'IPH-1. Créé en 1997, il est fondé sur les aspects essentiels de la vie humaine pris en compte par l'IDH, mais il est envisagé à travers les manques : probabilité de mourir avant 40 ans, part des adultes analphabètes, pourcentages de personnes privées d'eau potable ou n'ayant pas accès aux services de santé, pourcentage des enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale (trop maigres). Les PMA sont caractérisés par des IPH très élevés.

L'indicateur de pauvreté humaine des pays développés : l'IPH-2. Les critères servant à calculer l'IPH des pays développés sont la probabilité de mourir avant 60 ans, le taux d'illettrisme, le chômage de longue durée et le pourcentage de la population se situant en deçà du seuil de pauvreté monétaire. Selon ce classement, les 5 pays développés ayant le taux de pauvreté le plus élevé sont, par ordre décroissant, les États-Unis, l'Irlande, le Royaume Uni, l'Australie et la Belgique.

Dimensions, indicateurs et pondération des indicateurs dans l'Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM)

Dimensions	Indicateurs	Pondération
1. Santé		
	Mortalité infantile - Un enfant est mort dans la famille.	1/6
	Nutrition - Un adulte ou un enfant dans la famille souffre de malnutrition.	1/6
2. Éducation		
	Année de scolarité - Aucun des membres du ménage n'a au moins 5 ans de scolarité complète.	1/6
	Inscription des enfants à l'école - Un enfant d'âge scolaire n'est pas à l'école entre 1 an et 8 ans.	1/6
3. Niveau de vie		
	Electricité - Les ménages ne disposent pas de l'électricité.	1/18
	Accès à l'eau potable - L'accès ne répond pas aux définitions des OMD (1) ou le ménage ne dispose pas d'un accès à l'eau à moins de 30 minutes à pied de son domicile.	1/18
	Assainissement - L'assainissement ne répond pas aux définitions des OMD ou les toilettes sont partagées.	1/18
	Sol et qualité du logement - Le sol de l'habitation est sale, composé de sable, de bouse, de fumier.	1/18
	Combustible de cuisson - La cuisson des aliments est effectuée au bois, au charbon de bois ou à la bouse.	1/18
	Biens de transport ou de communication possédés - Parmi les biens possédés, le ménage n'a pas plus d'un poste de radio, de télévision, de téléphone, d'un vélo ou d'une moto.	1/18

(1) OMD = Objectifs de Millénaire pour le Développement

B/ COMMENT CARACTERISER LE DEVELOPPEMENT ET SON EVOLUTION

1/ Les grandes caractéristiques du sous-développement

. **Une pauvreté de masse.** La Banque mondiale utilise un seuil absolu de pauvreté monétaire : 1,25 dollar par jour, mesuré en parité de pouvoir d'achat (PPA). C'est en Afrique subsaharienne que le pourcentage de pauvres reste le plus élevé selon l'ONU. Au-delà de ce seuil, c'est l'incapacité des populations à couvrir leurs besoins essentiels (alimentation, habillement, logement, services collectifs) qui va les définir comme pauvres.

. **De très fortes inégalités souvent cumulatives :** inégalités de revenus, politiques, ethniques, régionales, de génération etc. Une partie des ressources a souvent été accaparée par une élite au détriment de la majorité de la population. D'une façon générale, les pays en développement sont caractérisés par une structure sociale désarticulée et la présence de classes moyennes instables et fragiles. Le rapport de la CNUCED 1997 présente une typologie des économies en développement

- Economies fortement inégalitaires (les 20% de la population détiennent 60% du revenu national et les 40% les plus pauvres 10%) que l'on trouve essentiellement en Amérique latine et en Afrique.
- Economies moins inégalitaires où la part des classes moyennes progresse. Ce sont surtout des pays d'Asie.

. **Une structure dualiste de l'économie qui oppose un secteur traditionnel et un secteur moderne.** Le poids de la tradition, notamment dans le secteur rural, conduit à une activité économique « encadrée », c'est-à-dire une économie de subsistance qui ne vise pas à l'accumulation du capital et qui reste organisée de façon artisanale. Inversement, le secteur moderne s'inscrit dans une dynamique d'accumulation capitaliste. La rencontre entre ces secteurs (traditionnel et moderne) a permis de donner naissance à **un secteur informel important**. Il correspond à des activités économiques peu capitalistiques, généralement urbaines qui ne sont pas déclarées. Selon une étude de l'OCDE, 60 % de l'emploi était informel dans les pays en développement en 2009 et jusqu'à 75% en Afrique subsaharienne.

. **Une transition démographique encore inachevée pour la majorité des PED,** entraînant un taux de natalité beaucoup plus élevé que le taux de mortalité et donc un accroissement naturel important que le marché du travail a du mal à absorber.

. **La pénurie d'épargne interne** empêche un développement autonome et rend **indispensable une aide extérieure en début du développement**. Les causes principales de cette faible épargne alors que les besoins de financement sont importants :

- L'application de la « *loi psychologique fondamentale* » (JM Keynes). Si le taux d'épargne interne tourne autour de 10% c'est parce que les catégories les plus riches placent cette épargne essentiellement à l'étranger.
- La très forte inégalité des revenus et la fragilité de la classe moyenne expliquent aussi cette pénurie d'épargne.
- Les perspectives plutôt négatives poussent les individus à privilégier l'acquisition de « biens de tentation » à plaisir immédiat et de délaisser « les biens d'acquisition » et l'épargne.
- La fragilité des institutions financières incapables de mobiliser les capacités de financement disponibles n'incite pas à l'épargne
- Les dépenses parasitaires des Etats (administratives, militaires etc) qui, par la fiscalité et/ou l'inflation, absorbe une grande partie de l'épargne potentielle (« *effet d'éviction* »)

. **L'enjeu de l'insertion dans la mondialisation :** exclusion du pays du commerce international et/ou asymétrie des échanges entraînant des formes de dépendance extérieure (commerciale, monétaire, financière, technologique).

. **Des institutions souvent extractives ou faiblement inclusives**

. **Une forte insécurité à la fois économique** liée à la faible diversification des productions, à la dépendance des cours mondiaux des ressources naturelles, à la faiblesse des marchés intérieurs) mais aussi environnementale, sanitaire et politique. La Banque Mondiale parle d'« Etats fragiles » pour des pays qui présentent une incertitude radicale (comme le Soudan ou la Syrie).

2/ Comment ont évolué les inégalités dans le monde ?

. Travailler sur les inégalités mondiales dépend à la fois de l'inégalité entre pays (ou « *inégalité internationale* ») et de l'inégalité à l'intérieur des pays eux-mêmes. Pour mesurer les inégalités de développement entre les économies mondiales, on se heurte au choix des déterminants et donc des indicateurs mais aussi au choix de la période étudiée. Les résultats d'une analyse sur le très long terme ne seront pas les mêmes que ceux d'une étude concernant la période couvrant les 30 dernières années qui a vu l'émergence de grands pays du Sud.

. Les inégalités internationales :

- Du XIX^{ème} au milieu du XX^{ème} siècle : elles ont explosé avec les deux premières révolutions industrielles. Selon Angus Maddison (2001), le rapport de niveau de vie moyen entre les pays n'était que de 3 en 1820 (= le niveau de vie moyen des pays les plus riches était trois fois plus important que le niveau de vie moyen des pays les moins riches). Il est passé à 19 en 1998.

- A partir des années 1970 et surtout 1990, l'émergence des pays d'Asie a permis de réduire considérablement les écarts du niveau de vie moyen avec les pays avancés. Ainsi, un Américain était près de 30 fois plus riche qu'un Chinois en 1990 (sur la base du PIB/habitant en PPA), cet écart n'est plus que de 4 en 2018. Mais attention, les écarts continuent à se creuser au sein du groupe des PED, entre les pays à revenu intermédiaire et les PMA.
- . L'ouverture internationale des pays depuis le XIXème siècle a-t-elle permis de réduire les inégalités mondiales ? Les études divergent fortement mais une approche nuancée est apportée par **Pierre-Noël Giraud**. La mondialisation ne permet pas en soi d'être favorable à la réduction des inégalités. Tout dépend si les pays savent et peuvent en tirer parti.
 - Condition nécessaire est un Etat fort et légitime qui maîtrise le processus d'ouverture et l'accompagne de politiques internes adaptée. Faute de quoi, le pays voit se développer une série de cercles vicieux qui l'enferment dans une trappe de pauvreté. Dans ce cas, la mondialisation n'engendre aucun processus automatique de sortie de cette crise, mais contribue sans doute à les y maintenir ».
 - Pierre-Noel Giraud différencie « *les compétitifs* », les pays qui vont profiter de l'ouverture internationale en valorisant leurs compétences (salariés des grands groupes internationaux) et les « *exposés* » qui travaillent dans des entreprises fragiles car soit, elles subissent la concurrence internationale, soit elles sont très dépendantes des stratégies des grands groupes internationaux (sous-traitants soumis à une forte concurrence). Il est à noter que, comme dans les pays industrialisés, l'intervention redistributive de l'Etat peut limiter cette inégalité du partage de la réussite économique globale. Mais à cause de la faiblesse de l'Etat providence les effets sont limités.